

# Vladimir l'Européen

Bernard De Backer

Des observateurs et analystes de la politique russe n'ont pas manqué de nous mettre en garde depuis plusieurs années. Loin de constituer uniquement un « virage autoritaire » visant à reprendre en main une Russie exsangue et humiliée après la chute de l'URSS et les années Eltsine, la politique de Vladimir Poutine adossée aux « structures de force » aurait, selon eux, une ambition bien plus vaste. Le président de la Fédération de Russie n'aspirerait pas seulement à s'affirmer comme protecteur des minorités russes hors du territoire national, à préserver son « étranger proche » d'une propagation démocratique risquant d'atteindre la Russie — et, bien sûr, à maintenir ces pays ex-soviétiques dans sa sphère d'influence. Il viserait également l'affaiblissement de l'Union européenne, voire sa réduction à une mosaïque éclatée d'États nations.

L'écrivaine fino-estonienne Sofi Oksanen, auteure de l'angoissant roman *Purge* (prix Femina étranger 2010), entrevoyait même, sur fond de ses recherches documentaires sur l'occupation soviétique de l'Estonie (thème du roman) et de sa sensibilité frontalière, la menace d'une « finlandisation de l'Europe<sup>1</sup> ». Propos qui fait

écho à celui de l'historienne Françoise Thom qui, dans un article récent, évoquait « ...un projet de vassalisation de l'Europe : car le déclin continu de l'économie russe rend indispensable à Moscou la mainmise sur les ressources financières et technologiques de l'Europe<sup>2</sup>. » Poutine serait-il parti « à la conquête de l'Ouest », comme le titrait récemment le journal *Libération* ?

Certes, cet objectif d'une portée géopolitique considérable n'était ni pensé ni énoncé tel quel lors de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 1999. Il n'aurait par ailleurs aucune chance de succès si son moteur idéologique ne s'était pas trouvé en phase avec de profondes transformations au sein de l'Union elle-même, voire de l'ensemble du monde occidental. Le « virage à droite », décrit notamment par le linguiste et philosophe italien Raffaele Simone dans son ouvrage éponyme<sup>3</sup>, entre ainsi en résonance avec

« finlandisation » désigne les limitations imposées par un État puissant à l'autonomie d'un voisin plus faible en faisant référence aux relations politiques entre la Finlande et l'URSS après 1948. Sofi Oksanen développe en particulier la partie culturelle de ce phénomène, notamment l'autocensure.

2 | « La France subit la propagande du Kremlin depuis des années », *Le Monde* du 23 novembre 2016.

3 | Du moins dans sa version française, Raffaele Simone, *Le Monstre doux : L'Occident vire-t-il à droite ?*, Gallimard, 2010. La version originale énonce les choses dans l'autre

1 | Dans « A lion in a cage. On the Finlandization of Europe », texte en ligne sur *Eurozine* 19 juin 2015. Le terme

la « révolution conservatrice » russe et lui offre des points d'appui de plus en plus nombreux au sein de l'Union européenne. Ce sont dès lors autant ces « affinités électives » européennes qui jouent que les ambitions eurasiatiques et autoritaires de Moscou.

Les transformations sociétales internes au monde occidental, associées aux effets de la mondialisation économique et migratoire, ainsi qu'à la menace islamiste, fragilisent ou inquiètent une partie de nos sociétés qui opte pour le repli national — le projet européen en faisant les frais — et pour un raidissement des valeurs traditionnelles d'autorité, notamment familiales, religieuses et éducatives. La possible future élection de François Fillon à la présidence de la République française, qui ne cache pas ses sympathies prorusses et ses affinités avec les valeurs chrétiennes traditionnelles, en est un indice parmi d'autres. Ce ne sont dès lors plus les seuls partis d'extrême droite (et certains d'extrême gauche) qui s'affichent comme alliés avoués ou objectifs de Vladimir Poutine, mais des pans non négligeables de nos sociétés, à l'Est comme à l'Ouest du continent européen.

Cette conjoncture favorable aux ambitions géostratégiques de Moscou — dont la mise en évidence critique a trouvé sa qualification attendue de « Russophobie » — s'accompagne d'une intense activité de propagande à destination de l'Europe. Celle-ci va de la diffusion culturelle du type « *soft power offensif* » (plateforme numérique sputniknews.com en trente-deux langues, chaîne d'information télévisuelle en continu et multilingue RT...), du financement plus ou moins occulte

de partis ou de personnalités politiques, à de véritables tentatives de manipulation, voire de piratage informatique, en Allemagne (logiciel Mirai), en France et aux États-Unis. Sans oublier les armées de *trolls* (auteurs de messages à visée polémique) inondant les réseaux sociaux. On remarquera le développement concomitant des « *fake news* » de diverses origines, dont la propagande russe est grande consommatrice (et productrice) depuis plusieurs années, mais que Trump utilise sans vergogne, y compris comme président élu ; il s'agit du recours massif aux fausses nouvelles qui inondent les réseaux sociaux, et dont la nuisance est multipliée par leurs algorithmes et le « tunnel cognitif » induit. La distinction du « vrai » et du « faux » en sort laminée ; les « *fact checkers* » (vérificateurs des faits) se révèlent impuissants.

Comme nous l'avons vu ces derniers mois, une série de scrutins occidentaux se sont avérés favorables aux ambitions du pouvoir russe : référendum néerlandais négatif sur l'accord d'association avec l'Ukraine ; Brexit ; élection de Trump ; progression du « parti du centre » prorusse en Estonie ; victoires prorusses en Bulgarie et en Moldavie ; élection de François Fillon comme candidat des Républicains en France ; montée du populisme et de l'extrême droite en Italie. D'autres scrutins « à risque populiste » et antieuro-péen nous attendent dans les mois à venir : France, Danemark, Tchéquie, Allemagne et Pays-Bas (Autriche en 2018). Tous ces dominos qui risquent de basculer viennent après les guerres en Géorgie et en Ukraine, l'intervention en Syrie. Le tout sur fond de musèlement de la société civile russe et de « tests » militaires dans la Baltique.

---

sens et sans point d'interrogation : *Il mostro mite. Perché l'Occidente non va a sinistra*, Garzanti, 2008.

Certes, tout parti européen de type ethnonational n'est pas nécessairement pro Poutine (il peut même lui être extrêmement hostile, comme en Pologne), mais sa dimension « europhobe » et son idéologie de « démocratie illibérale » servent de facto les ambitions stratégiques et les vecteurs idéologiques de Moscou. C'est donc autant la montée en puissance de l'eurasisme impérial de la Russie que l'affaiblissement interne du projet européen « universaliste » qui expliquent la conjoncture actuelle, lourde de menaces.

Il est donc important de saisir ce qui se joue en arrière-plan, ceci autant en Russie qu'en Europe. Un ouvrage récent, *L'Occident vu de Russie. Anthologie de la pensée russe de Karamzine à Poutine*<sup>4</sup>, nous offre un beau florilège des perceptions russes de l'Europe du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècles, dont la constance est remarquable. Comme l'indique la quatrième de couverture : « Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, écrivains et penseurs russes débattent, et se divisent, sur les voies du développement de la Russie : faut-il “protéger la Russie du poison européen de l'athéisme et de la dépravation” (M. Magnitski, 1820), “sauver l'Europe de la décadence” (A. Kraïevski, 1837) ou “devenir des Russes d'esprit européen” (V. Biéliniski, 1841) [...] ? ». Comme on peut le lire chez les deux auteurs anti-occidentalistes cités, ces derniers n'entendaient pas seulement se protéger « de l'athéisme et de la dépravation », mais également « sauver l'Europe ». Cette posture n'est donc pas uniquement défensive, mais aussi offensive. Les développements ultérieurs, notamment ceux de l'idéologie eurasiiste et de ses succédanés

développés par Alexandre Douguine<sup>5</sup>, bien en cour au Kremlin, ont poursuivi cette veine de l'« Europe décadente ».

Ce qui est nouveau, outre la cristallisation puissante de cette tendance par le président russe, ce sont les transformations rapides des sociétés occidentales. Le Brexit, l'élection de Donald Trump et celle de François Fillon (qualifiée de « révolution conservatrice » par le journal *Le Monde*) ont déjoué tous les pronostics — tout comme l'invasion de la Crimée et la guerre hybride au Donbass ont surpris presque tous les experts. Il s'agit bien entendu d'événements de nature et de portée très différentes, militaire d'un côté et électoral de l'autre. Mais n'oublions pas que le « référendum » en Crimée a été suivi par des observateurs européens qui lui étaient favorables, la plupart d'extrême droite, mais d'autres de gauche<sup>6</sup>. L'on sait par ailleurs que Trump et Fillon, pour ne parler que d'eux, sont partisans d'une réconciliation avec Moscou qui pourrait impliquer le passage de l'occupation russe de la Crimée par pertes et profits.

Le défi incarné par Vladimir Poutine est aussi celui qui surgit d'une partie de l'Occident, en particulier des forces remettant en cause tout ou partie de l'héritage des Lumières<sup>7</sup> — dont la

5| Voir mon article « Eurasisme, revanche et répétition de l'histoire », *La Revue nouvelle* 3/2015.

6| Le lecteur trouvera des informations détaillées à ce sujet sur le blog d'Anton Shekhovtsov, spécialiste de la droite radicale en Russie et en Europe. Notamment ce billet consacré aux observateurs du référendum en Crimée : <http://bit.ly/2h1S8i9>.

7| Pour l'historien américain Timothy Snyder, « L'approbation explicite de Trump par Alexandre Douguine, l'idéologue fasciste russe dominant qui occupe une présence médiatique très importante en Russie, est particulièrement alarmante. Les prémisses du mouvement “eurasiatique” de Douguine sont que la Russie et l'Occident sont séparés artificiellement par les concepts des Lumières sur l'État de droit et les libertés individuelles » (« Trump's Putin Fantasy », *New York Review of Books*, 16 avril 2016) (Nous traduisons).

4| Anthologie dirigée par Michel Niqueux et préfacée par Georges Nivat, Institut d'études slaves, 2016.

recherche de la vérité par l'examen des faits et la critique des sources. Par ailleurs, la décolonisation économique et culturelle, qui induit une « provincialisation de l'Europe » à l'échelle du globe et un effondrement des positions occidentales, risque de réduire ses ambitions universalistes au profit d'une défense identitaire étroitement nationale et substantielle. Sur notre continent, la gageüre sera dès lors de réorienter un projet européen sur le long terme — qui nous parait la seule voie pouvant conjuguer prospérité soutenable, sécurité et droits humains —, capable de protéger et de mobiliser les catégories sociales victimes de la globalisation économique et du désarroi identitaire.

Une Union européenne qui ne serait par ailleurs plus perçue « comme un havre pour les élites, mais comme un instrument pour les contrôler<sup>8</sup> ». Ainsi que comme un dispositif sécurisant les États nations — qui auraient bien du mal à survivre sans une intégration à une échelle plus grande, que représente une Union patiemment construite<sup>9</sup>. À défaut, le lapin européen sera paralysé sous les phares d'un monde inattendu — et les États atomisés exposés au spectre de la finlandisation, sinon de la guerre.

---

8 | Ivan Krastev, « How to avoid Europe's disintegration », *New Eastern Europe* 5/2015, en ligne sur *Eurozine*.

9 | À ce sujet, écouter les conclusions sur l'Europe dans « La guerre et ses raisons », échange entre Timothy Snyder et Christian Ingrao, diffusé par France Culture, « La Fabrique de l'Histoire », 12 octobre 2016.